

7 mai 2026 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Discours du Président de la République à l'occasion du Conseil Général d'Andorre.

Emmanuel MACRON

Monseigneur,

Cher coprince,

Monsieur le Syndic général,

Madame la Vice-Syndic,

Monsieur le Chef du gouvernement,

Mesdames et Messieurs les ministres,

Mesdames et Messieurs les conseillers généraux,

Mesdames et Messieurs en vos grades et qualités.

C'est avec une joie profonde et un sentiment d'honneur renouvelé que je vous retrouve aujourd'hui en cette Maison des Vallées, l'un des plus anciens parlements d'Europe, lieu chargé d'une authenticité particulière, et symbole vivant de liberté et de continuité démocratique du peuple andorran.

C'est d'autant plus un sentiment d'honneur que, comme vous l'avez souligné à l'instant, Monsieur le Syndic général, pour la première fois de notre histoire, nous nous retrouvons côte à côte dans ce lieu, en même temps, traduisant, je dirais physiquement, l'esprit de l'histoire et de la Constitution. Certains lieux perdent de leur magie après une première visite.

Ce n'est pas le cas de la *Casa de la Vall*

Ce n'est pas seulement le fruit des remarquables [et] lourds travaux de rénovation menés depuis mon dernier séjour, et je tiens à saluer ceux qui ont porté ce beau projet architectural avec le talent que j'ai pu découvrir ce matin. Non, cette émotion tient à quelque chose de plus profond, à la beauté sans pareil qui émane de ces pierres, la solennité de cette histoire, cette foi séculaire, et à ce que vous portez.

Je vous remercie, Monsieur le Syndic, Madame la Vice-Syndic et vous tous, conseillères et conseillers, de m'y accueillir de nouveau.

C'est toujours avec un sentiment de fierté que je prends la parole devant vous en cette qualité de coprince, conscient de la longue lignée de coprinces qui m'ont précédé dans cette charge, dont certains que vous venez de mentionner. Une histoire à laquelle nous espérons, vous l'avez souligné, apporter notre contribution.

Je remercie une fois encore Monseigneur Serrano de l'amitié qu'il nous témoigne en se joignant à nous aujourd'hui. Par l'institution que nous incarnons ensemble, vous l'avez rappelé, Monsieur le Syndic, c'est à la fois le témoignage et la garantie de la souveraineté et de l'indépendance du pays. Elle s'inscrit dans une trajectoire longue, selon un modèle institutionnel qui traverse le temps, mais une institution à la fois vivante et qui se renouvelle et s'adapte. La charge que j'assume ici est un précieux héritage, elle trouve ses racines bien avant la République, nous le savons, et vous avez mentionné les paréages. Mais c'est par la Constitution qu'elle a été librement confiée une nouvelle fois au Président de la République française.

Et ce choix, ainsi que, vous l'avez bien rappelé, dit tout de la nature de notre relation : une confiance librement choisie, une amitié ancrée dans notre histoire, mais un pacte renouvelé par la volonté du peuple, et aussi longtemps qu'il le souhaitera. C'est ici, dans cette Maison des Vallées, que s'est écrite cette histoire démocratique du Conseil de la Terre de 1419 jusqu'à la Constitution que vous vous êtes librement donnée en 1993. Les Andorrans ont toujours réaffirmé leur volonté de se gouverner eux-mêmes avec sagesse et détermination.

Depuis le suffrage universel de 1993 jusqu'aux réformes les plus récentes, notre démocratie est ainsi vivante, en perpétuel renouvellement, oscillante entre tradition et modernité. La principauté andorrane n'est pas une curiosité historique. Elle a été la garantie de son indépendance et le fondement de sa souveraineté. L'épisode napoléonien de 1806 où les Andorrans ont eux-mêmes réclamé son rétablissement en est l'illustration parfaite.

Le cœur de la démocratie, on le sait, bat entre ses murs.

Une démocratie, à bien des égards, exemplaire. La parité y est effective, à l'unité près. Le renouvellement des générations s'y accomplit, naturellement. L'ouverture à toute la société y est réelle. Vous avez su, avant beaucoup, associer les citoyens aux travaux du Conseil général, donnant ainsi à la démocratie participative ses lettres de noblesse.

La Constitution a permis l'édification d'un État de droit solide où le tribunal constitutionnel garantit les libertés fondamentales, où le Conseil supérieur de la justice veille à l'indépendance du pouvoir judiciaire et la vie démocratique qui est vivante du Conseil général jusque dans chacune de nos paroisses. Le débat politique qui est libre, particulièrement libre, et il faut s'en féliciter. Et comme dans tous les parlements du monde, les idées fusent, les projets s'affrontent, parfois avec véhémence, mais avec un respect et une tradition du dialogue qui peuvent, parfois, faire défaut ailleurs. Des échanges, me dit-on, qui peuvent souvent se conclure autour d'une bonne table, culture pyrénéenne qui m'est chère.

Cette même Constitution vous a offert aussi un rôle singulier à l'international. Je veux ici le redire parce qu'il m'importe ô combien. Elle vous a ouvert les portes des Nations Unies et de la scène internationale où l'Andorre sait se faire entendre, défendant les principes fondamentaux de la liberté, de la dignité humaine, des droits de l'homme, comme elle l'a brillamment démontré lors de sa présidence du comité des ministres du Conseil de l'Europe.

Votre engagement en faveur de l'éducation, de la diffusion des savoirs, notamment dans le cadre de l'UNESCO, témoigne de cette même exigence universelle.

Et vous alliez la parole à l'action quand Andorre accueille la 7ème réunion mondiale du partenariat pour les montagnes, qui réunit des experts de 45 pays afin de faire progresser le développement durable des régions montagneuses et fait adopter la déclaration d'Andorre, un engagement international visant à promouvoir le développement durable dans nos régions montagneuses et à placer ces zones au centre de l'agenda mondial.

Vous avez compris que la modernisation politique devait s'accompagner d'une ouverture économique. Les crises que nous traversons ensemble rappellent à quel point la tentation du repli, cette voie qui peut sembler protectrice, conduit à l'isolement.

L'Andorre a supporté d'importantes réformes ces dernières décennies : s'adapter à un monde en mutation, répondre aux exigences de l'action collective, et continue de le faire. Ces réformes ont-elles mis en péril notre identité ? Bien au contraire. Elles ont permis à l'Andorre de se transformer sans se renier, de passer d'une économie agraire à des services florissants, mais sans jamais renoncer à ses racines. C'est dans cet esprit que nous abordons notre relation avec l'Union européenne. Et s'il appartient au Président de la République que je suis de veiller à ce que le projet européen vive dans le parfait respect du cadre que fixent les traités de l'Union, vous savez aussi pouvoir compter sur votre coprince, un allié résolu à vous accompagner dans ce rapprochement, vers cet espace européen qui est, au fond, l'espace naturel de l'Andorre. Telle est la nature de ce qui nous unit, une relation de confiance et d'amitié librement choisie, maintes fois renouvelée.

Je m'engage à continuer d'exercer pleinement la responsabilité de coprince qui m'est confiée, conjointement avec le coprince épiscopal, avec le souci constant de contribuer au libre fonctionnement de notre démocratie et la préservation de son identité.

Je crois pouvoir dire que nous avons —nous l'avons échangé ensemble avec Monsieur le coprince, Monseigneur— la même vision, au fond, de la vocation qui est la nôtre, celle de servir le peuple andorran. Cette identité nationale est un bien commun à entretenir activement, ainsi que vous le faites, et l'adoption de la loi sur la langue propre, le retour des fresques de Sant-Estève à Andorre-la-Vieille ou la récupération du livre d'actes de 1743 à 1864, sont autant d'avancées concrètes qui témoignent précisément d'un pays à la fois ouvert et enraciné, désireux d'accueillir les nouveaux arrivants sans jamais renoncer à ce qui constitue son essence. Mais les institutions doivent également demeurer à l'écoute des attentes quotidiennes des citoyennes et des citoyens d'Andorre, en apportant des réponses concrètes en matière d'accès au droit pour chacune et chacun, surtout les plus vulnérables, en veillant à ce que les fruits de la croissance profitent au plus grand nombre.

Il vous faut continuer d'œuvrer pour garantir, face à un marché débridé, l'accès au logement.

Je sais vos débats en cours.

Et c'est un des droits premiers qu'il nous faut garantir : le pouvoir d'achat, l'avenir des retraites, la viabilité des petites entreprises, la durabilité économique et environnementale, la connexion avec l'Europe. Autant de défis pour lesquels le pragmatisme doit faire son chemin, car les citoyens attendent, ici comme partout, des résultats tangibles. Je sais que des initiatives sur le logement ont pu être adoptées, avec majorité au Conseil général. Je sais aussi les débats en cours, et je vous souhaite d'avancer dans la bonne direction. Je vous invite, mesdames et messieurs les élus et les responsables politiques, à vous placer aussi dans une perspective longue, à vous projeter ensemble pour déterminer dans quelle Andorre vous souhaitez que vos enfants s'épanouissent. Au fond, nos actes d'aujourd'hui conditionnent plus que jamais la solidité des institutions de demain et l'avenir de notre projet.

Le doute n'est jamais une faiblesse, il peut être le moteur d'une action politique consciente et responsable. Mais derrière, c'est toujours l'action résolue qui doit primer, et le goût de l'avenir, car c'est ce que nous devons à nos jeunes. C'est mis en mouvement par ce seul intérêt de garantir la pérennité de l'Andorre pour chacun, et particulièrement pour ces jeunes Andorrans dont nous sommes comptables devant l'avenir, que je vous invite à poursuivre votre mission, avec le sens de la responsabilité qu'imposent vos fonctions et avec la certitude que vos coprinces sont à vos côtés.

Mesdames et messieurs, je veux une nouvelle fois vous remercier pour la chaleur de votre accueil, pour l'honneur de renouveler, en ces lieux toujours habités par l'esprit des paréages, le pacte qui unit le cœur de la démocratie andorrane à ses coprinces.

Sachez que vous avez, Monseigneur et moi-même, des coprinces qui y seront vigilants et feront tout pour se montrer à la hauteur de ce pacte.

Je vous remercie.